

La lecture du projet de PLU montre, s'agissant du développement du quartier « Médous », que la commune a décidé de classer la partie Nord du quartier (jusqu'à la parcelle A398) en zone Ub et sa partie Sud (au niveau de la rue Argadost) en zone A.

Les arguments avancés pour justifier un tel classement sont les suivants :

- Côté « Médous », les constructions se sont développées de manière individuelle, sans réel souci de cohérence. Les problèmes d'accès et de sécurité routière vis-à-vis de la RD 935 sont récurrents. Les coupures urbaines existantes pourront être maintenues : meilleure approche paysagère du quartier, trame verte et bleue, ne pas aggraver les problèmes de sécurité routière. (*Axe 1 du Plan d'aménagement et de développement durable (PADD), point 1.2. Travailler les coupures urbaines et les entrées de village*) ;
- pour le quartier de « Médous » permettre sa densification modérée tout en respectant les coupures naturelles existantes et sans créer de nouveaux accès sur la RD 935. (*Axe 1 du PADD, point 1.5 réfléchir au devenir des quartiers en dehors du centre bourg*) ;

La principale justification avancée par la commune pour justifier la limitation de l'urbanisation de ce quartier est matérialisée par la dangerosité alléguée de la route départementale RD 935.

Madame DUPLAN conteste le classement de sa parcelle A431 pour les raisons exposées ci-après.

En effet, le parti pris par la commune sur ce quartier et les justifications avancées apparaissent, d'une part, non établies et, d'autre part, incohérentes.

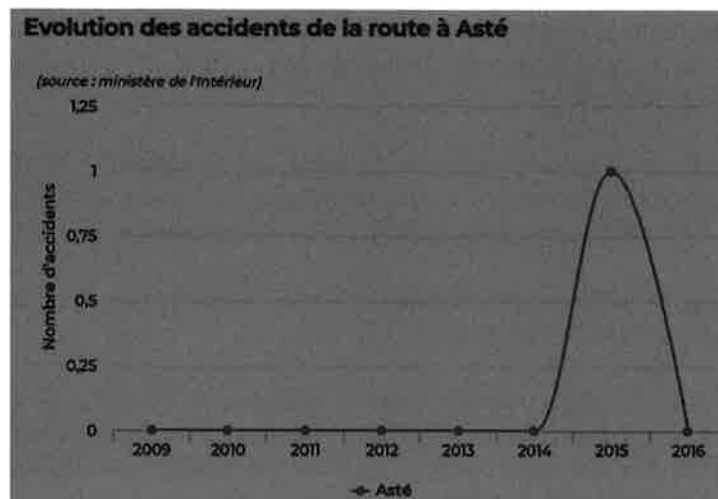
1. Sur l'absence de justifications quant à la dangerosité de la RD 935

Si le projet de PLU fait souvent référence à la dangerosité de la RD 935, il ne comporte aucun élément chiffré ou étude portant tant sur le volume de circulation que sur l'accidentologie de cette voie.

Le rapport de présentation indique même en page 37 que la RD 935 est classée comme « routes à grande circulation » au nord de BAGNERES-DE-BIGORRE **mais non classée au Sud sur le territoire de la commune d'ASTE.**

Le projet de PLU indique donc lui-même que cette route ne constitue pas sur le territoire communal d'ASTE une route de grande circulation.

La consultation des données du Ministère de l'Intérieur concernant la RD 935 fait état entre 2009 et 2016 **d'un seul accident** recensé sur la commune d'ASTE.



En opposant cette dangerosité la commune a commis une erreur de fait.

Dans ces conditions et en l'absence de tout élément chiffré dans le projet de PLU, la commune ne justifie pas d'une dangerosité de la route telle qu'elle interdise le développement urbanistique du Sud quartier du « Médous » d'autant plus que ce quartier constitue un quartier historique de la commune.

Au-delà de cette absence de justification, le classement en zone A de la parcelle A 431 de Madame DUPLAN et des parcelles environnantes apparaissent comme incohérents au regard des propres constatations contenues dans le projet de PLU et des dispositions du code de l'urbanisme.

2. Sur l'incohérence du zonage

Le classement de la parcelle est incohérent au regard tant des objectifs du PADD que des informations contenues dans le rapport de présentation.

En premier lieu, l'axe 3 du PADD visant à assurer une dynamique démographique durable et la maîtrise de la consommation des espaces indique dans son point 2 relatif à la limitation des extensions de l'urbanisation que l'objectif attendu est celui d'une **densité plus élevée par rapport aux constructions réalisées ces dernières années**.

L'objectif affiché est donc d'assurer une densification des espaces déjà urbanisés au détriment d'une extension de l'urbanisation sur de nouveaux territoires.

En pratique, la densification des secteurs déjà urbanisés peut se faire sur des dents creuses ou au sein de ruptures entre deux espaces urbanisés comme c'est le cas dans la zone du quartier du « Médous ».

Le classement de la parcelle de Madame DUPLAN en zone A ainsi que les parcelles avoisinantes ne répondent absolument pas à cet objectif du PADD.

Au contraire, le classement en zone Ub aurait permis d'assurer une telle densification du quartier sans extension du périmètre d'urbanisation existant sur la commune et ainsi diminuer le phénomène de mitage.



Il est au demeurant surprenant que les parcelles situées au Nord de la parcelle de Madame DUPLAN et classées dans le projet en zone U soient, pour certaines, situées **en zone rouge** du plan de prévention des risques d'inondation (PPRI).

Cet aspect montre également l'incohérence du classement choisi au détriment de la parcelle litigieuse qui n'est pas située en zone rouge du PPRI.

Le classement en zone A est encore incohérent au regard de la situation factuelle de la parcelle A431 qui se situe dans un secteur urbanisé de la commune d'ASTE.

Cette parcelle est une prairie où du foin est réalisé pour son entretien. Des habitations sont proches de cette dernière au Nord comme au Sud (voir photo zonage ci-avant).

Les réseaux d'eau et d'électricité passent devant la parcelle.

Le réseau d'assainissement collectif passe devant la parcelle.

Au droit de la parcelle se trouve un arrêt de bus. (**Pièce jointe**) Il est important sur ce point de noter que la prescription n°25 du SCOT implique que les extensions urbaines doivent être localisées à proximité de point d'arrêt des transports collectifs ce que ne prend pas en compte le projet de PLU au cas précis.

Il semble utile de rappeler ici que l'article R.151-18 du code de l'urbanisme dispose que :

« Les zones urbaines sont dites " zones U ". Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter. »

La configuration et l'environnement de la parcelle de Madame DUPLAN font qu'elle entre pleinement dans le champ d'application de cet article.

Par ailleurs, l'article R.151-22 du même code dispose quant à lui que :

« Les zones agricoles sont dites " zones A ". Peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. »

Sur le fondement de ses dernières dispositions, le juge administratif considère que le classement en zone agricole implique que les terrains en cause soient partie intégrante d'un secteur à dominante agricole et rural (Cour administrative d'appel de Bordeaux, 30 décembre 2005, n°02BX02119), ce qui n'est pas le cas en l'espèce.

La parcelle litigieuse n'entre au contraire pas dans le champ d'application de ces dispositions puisqu'elle n'est pas située dans un secteur à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

Il est important de rappeler qu'elle n'est pas exploitée et qu'elle est située dans un secteur urbanisé rendant son éventuelle exploitation très difficile.

S'agissant particulièrement de l'assainissement collectif, il est d'ailleurs intéressant de constater que l'axe 4 du PADD relatif à l'encouragement du développement durable indique que le développement urbain doit être réalisé **en adéquation avec la capacité des équipements et réseaux. En outre, toutes les extensions urbaines devront être raccordées au réseau d'assainissement collectif.**

D'une part, il est surprenant de constater, à la lecture du rapport de présentation, que la commune indique ne pas disposer d'un plan du réseau de collecte des eaux usées.

Dans ces conditions, comment peut-on s'assurer du respect de l'axe 4 du PADD ?

D'autre part, le respect de cet axe implique qu'il faille privilégier l'urbanisation d'une parcelle qui ne nécessite aucune extension du réseau au détriment de celle qui en nécessite une, même minime.

Le classement en zone U de la parcelle appartenant à Madame DUPLAN répondrait parfaitement à cet objectif de développement en adéquation avec la capacité des équipements et réseaux.

Il ressort de tout ce qui précède que le classement de la parcelle A431 appartenant à Madame DUPLAN en zone A (en lieu et place du zone constructible dans l'ancien POS) est incohérent.

Il est par conséquent demandé à ce que cette parcelle soit classée dans le nouveau PLU en zone Ub.

Nous vous remercions d'intégrer ces observations dans votre rapport.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Commissaire enquêteur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Jean-William MARCEL
Avocat

Pièce jointe

1. Photo arrêt de bus



PARKING
PARKING
PARKING

425
200
Alvose

